



**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
VENDREDI 13 DÉCEMBRE 2019**

L'an deux mille dix neuf, le treize décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

**Secrétaire de séance**

MORVAN Marie-Claude

**Excusés**

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)  
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)  
COJEAN Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)  
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)  
MOULLEC Yvan (pouvoir à CUNIN Marie-José)  
ROUBY Solenn (pouvoir à TRMAL Marie-France)  
RIOU Michel (pouvoir à LECLERC Patrick)

**Absents**

FORTIN Laurence

Conseil de Communauté du 13 décembre 2019  
Délibération n°DCC2019\_183

Objet	<b>Contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'assainissement collectif et non collectif - approbation de l'avenant n°1</b>
Rapporteur	Yvon BESCOND
Service	Service Commande Publique
Thème	Commande publique

Yvon BESCOND donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

La gestion du service public de l'assainissement a été confiée à la SPL Eau du Ponant dans le cadre d'un contrat de concession sous forme de délégation de service public depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour une durée de 9 ans. Après quelques mois d'exploitation du service, il apparaît nécessaire d'apporter par avenant des modifications au contrat de concession, dont certaines étaient prévues lors de la rédaction du contrat, et d'autres permettent de faciliter son exécution.

L'avenant n°1 a pour objet de :

→ Définir une valeur référence pour chaque indicateur

Le contrat de concession fixe un certain nombre d'objectifs au délégataire, couvrant l'ensemble des aspects du service public de l'assainissement.

Le contrat de concession prévoit que les indicateurs de références seront fixés à l'issue de la première année d'exploitation et intégrés au contrat par avenant. Ces indicateurs de référence ont été établis conjointement avec le délégataire, ils sont annexés à l'avenant n°1.

→ Modifier les dispositions du contrat concernant l'inventaire des biens mis à disposition du délégataire

La collectivité a mis à disposition du délégataire l'ensemble des biens nécessaires à l'exploitation du service public de l'assainissement.

Le contrat de concession prévoit que l'inventaire initial sera réalisé par le délégataire dans un délai de 6 mois après le début de l'exploitation du service. Ce délai de 6 mois n'a pas suffi pour aboutir à un inventaire précis et exhaustif, il est proposé de prolonger ce délai de 12 mois supplémentaires.

→ Modifier la date de révision de la part délégataire

Le contrat de concession dispose que l'évolution du montant de la part délégataire (part du tarif revenant à la SPL Eau du Ponant) est calculée sur la base de valeurs connues au mois de novembre de chaque année, pour une application au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante. Cette disposition ne coïncide pas avec le vote des tarifs par la Communauté, qui a lieu au mois de septembre de chaque année.

L'avenant n°1 prévoit que les calculs d'indexation de la part délégataire seront basés sur les indices connus au 1<sup>er</sup> septembre, pour application au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

**DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,  
Vu le contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'eau potable,  
Vu le projet d'avenant n°1 et ses annexes,  
Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 26 novembre 2019  
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 12 novembre 2019

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 : Approuve les dispositions de l'avenant n°1 au contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'assainissement,**

**Article 2 : Autorise le président à signer cet avenant.**